



CHAPITRE 3

Loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante et cinq à soixante-dix ans

[Sanctionnée le 15 novembre 1951]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Définitions:

"Allocation d'assistance";

"bénéficiaire";

"commission";

"loi fédérale";

Versements autorisés.

1. Dans la présente loi,
a) "allocation d'assistance" signifie un versement fait à une personne par le gouvernement de la province en vertu de la présente loi et a le même sens que les termes "assistance" et "versement d'assistance" dans la loi fédérale visée au paragraphe *d* du présent article;
b) "bénéficiaire" désigne une personne qui reçoit une allocation d'assistance telle que ci-dessus définie;
c) "commission" désigne la Commission des allocations sociales du Québec;
d) "loi fédérale" désigne la Loi sur l'assistance-vieillesse adoptée par le Parlement du Canada en 1951.

2. Subordonnément à la conclusion d'une convention en vertu de l'article 3, le gouvernement de la province est autorisé à verser mensuellement, à compter du premier janvier 1952 et aux conditions fixées par une telle convention, à toute personne âgée de soixante-cinq

CHAPTER 3

An Act to assist persons aged sixty-five to seventy years

[Assented to, the 15th of November, 1951]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Definitions:

1. In this act,
a. "assistance allowance" means a payment made to a person by the Government of the Province under this act and has the same meaning as the terms "assistance" and "payment of assistance" in the federal act contemplated in sub-paragraph *d* of this section;
b. "recipient" means a person who receives an assistance allowance as hereinabove defined;
c. "commission" means the Quebec Social Allowances Commission;
d. "federal act" means The Old Age Assistance Act passed by the Parliament of Canada in 1951.

2. Subject to the conclusion of an agreement under section 3, the Government of the Province is authorized to pay monthly, from and after the first of January 1952 and upon the conditions fixed by such agreement, to any person sixty-five years of age or more, residing

ans ou plus, résidant dans la province et réunissant les conditions prévues par l'article 3 de la loi fédérale, une allocation d'assistance égale au double de la contribution la plus élevée que le gouvernement fédéral est autorisé à payer à la province à cette fin.

in the Province, who meets the conditions contemplated in section 3 of the federal act, an assistance allowance equal to double the highest contribution which the Federal Government is authorized to pay to the Province for such purpose.

Conven-
tion
autorisée.

3. Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre du bien-être social et de la jeunesse peut conclure, pour le compte du gouvernement de la province, avec le gouvernement du Canada ou tout ministre autorisé à agir pour son compte, une convention comportant le paiement à la province, par le gouvernement du Canada, conformément à la loi fédérale et aux règlements adoptés sous son empire, d'une contribution égale à cinquante pour cent des sommes versées par la province, à titre d'allocations d'assistance, aux personnes visées par l'article 2.

3. With the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the Minister of Social Welfare and of Youth may make, for the Government of the Province, with the Government of Canada or any minister authorized to act for it, an agreement providing for the payment to the Province, by the Government of Canada, in accordance with the federal act and the regulations made thereunder, of a contribution equal to fifty per cent of the sums paid by the Province as assistance allowances to the persons contemplated in section 2.

Agree-
ment
author-
ized.

Ententes
addition-
nelles.

4. Le gouvernement est de plus autorisé à conclure avec le gouvernement du Canada toute entente additionnelle à l'effet d'augmenter le montant des allocations d'assistance et, le cas échéant, à verser aux bénéficiaires les allocations d'assistance prévues par une telle entente.

4. The Government is also authorized to make with the Government of Canada any additional agreement for the purpose of increasing the amount of the assistance allowances and, should the case arise, to pay to the recipients the assistance allowances provided for by such additional agreement.

Addi-
tional
agree-
ments.

Règle-
menta-
tion.

En outre le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter, modifier ou abroger, des règlements, qu'il juge appropriés, pour autoriser la commission à accorder des allocations d'assistance, aux personnes âgées de soixante-cinq ans inclusivement à soixante-dix ans exclusivement, dans des cas spéciaux ne rencontrant pas strictement les conditions de la présente loi mais dans lesquels la commission, après enquête, juge équitable et conforme à l'esprit de la présente loi d'accorder de telles allocations.

Moreover, the Lieutenant-Governor on Council may adopt, amend or repeal, regulations deemed appropriate, to authorize the Commission to grant assistance allowances, to persons sixty-five years of age inclusively up to seventy years of age exclusively, in special cases not strictly meeting the conditions of this act but in which the Commission, after inquiry, deems it equitable and in conformity with the spirit of this act to grant such allowances.

Regu-
lations.

Commis-
sion cons-
tituée.

5. Un organisme est constitué, sous le nom de "Commission des allocations sociales du Québec", avec les pouvoirs

5. A body is constituted, under the name of "Quebec Social Allowances Commission", with such pow-

Commis-
sion con-
stituted.

et attributions que le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer, en outre de ceux qui sont ci-après spécifiés.

Composition.

Elle est composée de trois membres, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui désigne, parmi eux, un président et un vice-président et détermine le traitement de chacun.

Vice-président.

Le vice-président remplace le président et exerce ses pouvoirs et attributions pendant l'absence de ce dernier.

Quorum, etc.

Le quorum de la commission est de deux membres. Le président ou, en son absence, le vice-président a un vote prépondérant.

Vacances.

La commission subsiste nonobstant toute vacance parmi ses membres.

Jurisdiction.

6. Il appartient à cette commission de recevoir et d'entendre toutes les demandes d'allocations d'assistance et de les décider en dernier ressort conformément à la convention conclue en vertu de l'article 3 et, le cas échéant, à celle conclue en vertu de l'article 4. Elle peut en tout temps reviser ses décisions et en rendre d'autres.

Décisions.

Toute décision de la commission sur une demande d'allocation d'assistance doit être communiquée sans délai au ministre du bien-être social et de la jeunesse et à la personne qui a fait la demande.

Officiers spéciaux.

7. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer, pour assister la commission, dans tels territoires qu'il désigne, aux conditions et traitements qu'il détermine, des officiers spéciaux chargés de recevoir les demandes d'allocations d'assistance et autres demandes relevant de la compétence de la commission, de faire des enquêtes et d'accomplir tous autres devoirs qu'il leur assigne.

Pouvoirs.

Ces officiers sont investis, pour les fins de ces enquêtes, des pouvoirs con-

ers and functions as the Lieutenant-Governor in Council may determine, besides those hereinafter specified.

It shall be composed of three members, appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall designate one of them as chairman and one as vice-chairman and fix the remuneration of each of them.

Composition.

The vice-chairman shall replace the chairman and exercise his powers and functions during the absence of the latter.

Vice-chairman

Two members shall constitute a quorum of the Commission. The chairman or in his absence, the vice-chairman, shall have a casting vote.

Quorum, etc.

The commission shall subsist notwithstanding any vacancy among its members.

Vacancies.

6. Such Commission shall have jurisdiction to receive and hear all applications for assistance allowances and decide them finally and without appeal in conformity with the agreement made under section 3 and should the case arise, with the agreement made under section 4. It may at any time revise its decisions and render others.

Jurisdiction.

Every decision of the Commission on an application for assistance allowances must be communicated without delay to the Minister of Social Welfare and of Youth and to the person who made the application.

Décisions.

7. The Lieutenant-Governor in Council may also appoint, to assist the Commission, in such territories as he shall designate and on such conditions and at such remuneration as he shall determine special officers to receive applications for assistance allowances and other applications within the competence of the Commission, to make inquiries and perform such other duties as he may assign to them.

Special officers.

Such officers, for the purposes of such inquiries, shall have the powers of a

Pouvoirs.

férés à un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête.

commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act.

Incessibilité, etc. des allocations.

8. Les allocations d'assistance effectuées en vertu de la présente loi sont incessibles, insaisissables et exemptes de toutes taxes provinciales et municipales.

8. The assistance allowances made under this act shall be inalienable, unseizable and exempt from all provincial and municipal taxes.

Inalienability, etc. of allowances.

Qualification non affectée.

9. Le fait de recevoir des allocations d'assistance n'entraîne pas, pour le bénéficiaire, l'incapacité à voter lors d'une élection provinciale, municipale ou scolaire.

9. The receipt of assistance allowances shall not have the effect of disqualifying the recipient from voting at any provincial or municipal or school election.

Qualification not affected.

Versements à tiers.

10. Lorsqu'un bénéficiaire consent à ce que ses allocations d'assistance soient versées à une personne, société ou institution qui est tenue à sa subsistance ou s'en charge, la commission peut statuer que ces allocations seront versées, pour le compte de ce bénéficiaire, à cette personne, société ou institution.

10. When a recipient consents that his assistance allowances be paid to a person, society or institution who or which is bound or undertakes to provide for his subsistence, the Commission may order such allowances to be paid, for the recipient's account, to such person, society or institution.

Payment to third person.

Infraction et peine.

11. Est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite en vertu de la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cinquante dollars et des frais et, à défaut de paiement de la condamnation, d'un emprisonnement d'au moins un mois et d'au plus trois mois,

11. The following shall be guilty of an offence and liable, on prosecution under Part I of the Quebec Summary Convictions Act, to a fine of not less than ten dollars nor more than fifty dollars and the costs and, in default of payment of the condemnation, to imprisonment for at least one month and not more than three months,

Offence and penalty.

a) toute personne qui, sachant qu'elle n'y a pas droit, obtient ou reçoit une allocation d'assistance en vertu de la présente loi;

a. Any person who, knowing that he is not entitled thereto, obtains or receives an assistance allowance under this act;

b) toute personne qui, sachant qu'une autre n'y a pas droit, l'aide à obtenir une telle allocation.

b. Any person who, knowing that another is not entitled thereto, aids him to obtain such allowance.

Paiement entier par la province.

12. Advenant le cas où le gouvernement du Canada refuserait, pour une raison quelconque, de payer cinquante pour cent d'une allocation d'assistance déjà versée par la province, il sera alors loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter que la proportion non recouvrée dudit gouvernement fait partie des dépenses d'administration de la présente loi.

12. If the Government of Canada should refuse, for any reason whatsoever, to pay fifty per cent of an assistance allowance already paid by the Province, the Lieutenant-Governor in Council may then order that the proportion not recovered from the said Government shall form part of the expenses of the carrying out this act.

Whole payment by Province.

Règle-
menta-
tion.

13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter tout règlement conciliable avec la présente loi, avec toute convention visée par les articles 3 et 4 et avec la loi fédérale et les règlements adoptés sous son empire, pour déterminer toute modalité d'application de la présente loi et en assurer le bon fonctionnement.

13. The Lieutenant - Governor in Council may make any regulation consistent with this act, with any agreement contemplated in sections 3 and 4 and with the federal act and the regulations made thereunder, to determine all modality of the application of this act and to ensure its proper functioning.

Traite-
ments,
etc.

14. Les employés de la commission sont nommés et leurs traitements ou salaires sont fixés et payés conformément à la Loi du service civil.

14. The employees of the Commission shall be appointed and their remuneration or salaries fixed and paid in accordance with the Civil Service Act.

Disposi-
tions
applica-
bles.

La section III de la Loi des pensions s'applique aux membres et aux employés de la commission.

Division III of the Pension Act shall apply to the members and employees of the Commission.

Dépenses.

15. Les dépenses occasionnées à la province par l'application de la présente loi, y compris le versement des allocations d'assistance, sont payées à même les deniers votés à cette fin, chaque année, par la Législature; s'il n'en est pas voté ou s'ils sont insuffisants, elles sont payées, jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire, à même le fonds consolidé du revenu.

15. The expenses incurred by the Province in the application of this act, including the payment of assistance allowances, shall be paid out of the moneys voted annually for such purposes by the Legislature; if no moneys are voted or if they are insufficient, such expenses shall be paid, in so far as is necessary, out of the consolidated revenue fund.

Abroga-
tion.

16. La Loi des pensions de vieillesse, de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 179) et ses amendements seront abrogés à l'expiration de l'année 1951 sauf en ce qui concerne les réclamations faites en vertu de ladite loi avant le 31 décembre 1951 et l'existence de la Commission des pensions de vieillesse, de Québec, prendra alors fin.

16. The Quebec Old Age Pensions Act (Revised Statutes, 1941, chapter 179) and its amendments shall be repealed at the end of the year 1951 and except with respect to the claims made under the said act before the 31st of December, 1951, and the existence of the Quebec Old Age Pensions Commission shall then terminate.

Enregis-
trements
radiés.

17. Les enregistrements d'avis d'octroi de pensions de vieillesse effectués en vertu de l'article 15 de la Loi des pensions de vieillesse, de Québec, deviendront nuls à l'expiration de l'année 1951 et les registrateurs seront tenus d'office de les radier, gratuitement.

17. Registrations of notices of the granting of old pensions effected under section 15 of the Quebec Old Age Pensions Act, become null at the end of the year 1951, and the registrars shall be bound of their own motion to cancel them, gratuitously.

Permuta-
tions.

18. Sous réserve de l'article 5, les membres, officiers et employés de la Commission des pensions de vieillesse,

18. Subject to section 5, the members, officers and employees of the Quebec Old Age Pensions Commission,

de Québec, deviendront respectivement, à compter du premier janvier 1952, aux mêmes traitements, salaires, conditions et fonctions, des membres, officiers et employés de la Commission des allocations sociales du Québec.

shall become respectively, from the first of January, 1952, at the end of salaries and wages, on the same conditions and with the same functions, members, officers and employees of the Quebec Social Allowances Commission.

Dévolu-
tion.

19. La Commission des allocations sociales du Québec exercera, à compter du premier janvier 1952, toutes les juridictions qui étaient attribuées, jusqu'au 31 décembre 1951, à la Commission des pensions de vieillesse, de Québec.

19. The Quebec Social Allowances Commission shall exercise, from and after the first of January, 1952, all jurisdictions appertaining until the 31st of December 1951, to the Quebec Old Age Pensions Commission.

Devolu-
tion.

Entrée en
vigueur.

20. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

20. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.